

Revenu agricole 2013 : baisse globale dans un contexte de forte instabilité

La Commission des Comptes de l'Agriculture Nationale (CCAN) s'est réunie jeudi 12 décembre 2013. Selon le Service de la Statistique et de la Prospective du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (SSP), le revenu moyen des exploitations agricoles passerait de 36 100 € en 2012 à 29 400 € en 2013. La baisse des prix de la production agricole et la hausse de ceux des intrants ont pesé sur les résultats de l'agriculture française.

Contact : Didier CARAES

« Instabilité » est devenue le maître mot de l'économie agricole de ces dernières années. Une rupture s'est opérée au milieu des années 2000. Désormais, le revenu agricole connaît des variations particulièrement fortes. La publication des comptes prévisionnels de l'agriculture française de 2013 confirme cette nouvelle donnée. En 2013, le revenu moyen des exploitations grandes et moyennes (voir encadré méthodologique) s'élèverait à 29 400 € par actif non salarié, contre 36 100 € en 2012, selon les estimations du SSP. Cela correspond à un repli de -18,6 %.

Du côté des productions végétales, on notera la chute du revenu moyen des producteurs de céréales et d'oléagineux (56 700 € en 2012, 24 200 € en 2013) due à la baisse des prix sur les marchés mondiaux et nationaux. Cette dégradation sectorielle explique pour une bonne part la baisse du revenu agricole global. Pour l'arboriculture fruitière, l'année 2013 se solderait par une progression du revenu moyen (30 000 € en 2012, 32 100 € en 2013) en raison d'une hausse conjuguée des volumes et des prix. Le maraîchage connaîtrait une baisse conséquente du revenu des producteurs (33 400 € en 2012, 25 400 € en 2013) sous l'effet du recul des volumes produits. Enfin, en viticulture, le revenu moyen des producteurs serait en net progrès (39 600 € en 2012, 52 600 € en 2013) en raison d'une progression des volumes qui a rencontré une demande soutenue sur les marchés. Mais il faut souligner que cette estimation est très fragile car si on connaît les volumes de la récolte 2012/2013, les estimations des prix de campagne sont bien hypothétiques.

Pour les éleveurs, l'année 2013 serait marquée d'un recul du revenu moyen dans tous les secteurs sauf pour les producteurs de lait (24 300 € en 2012, 25 100 € en 2013) qui ont connu une augmentation du prix du lait, mais qui ne compense pas la baisse de 2012. Les éleveurs

de bovins pour la viande ont subi un recul des prix de leur production et un renchérissement du coût de l'alimentation (en dépit de la décrue pendant la seconde partie de l'année) et leur revenu moyen passe de 21 500 € en 2012 à 19 800 € en 2013. Les éleveurs d'ovins-caprins évoluent dans un marché en érosion sur long terme et leur revenu moyen se réduit à nouveau (18 700 € en 2012, 17 600 € en 2013). Dans l'élevage de granivores, les revenus se dégradent par rapport à 2012 : de 45 600 € à 40 500 € pour les éleveurs de porcs (hausse du prix de l'aliment), et de 32 800 € à 20 800 € pour les éleveurs de volaille (fléchissement du prix des œufs).

Les indicateurs de revenu sectoriel doivent être mis en perspective avec le contexte macroéconomique global de l'économie agricole. Trois points structurels peuvent être relevés. D'une part, le différentiel entre les prix agricoles et les prix des consommations intermédiaires se dégrade structurellement à la défaveur de l'agriculture. D'autre part, l'impact de cette dégradation serait plus fort encore s'il n'y avait pas de croissance structurelle de la productivité agricole (travail et intrants, surtout). Et enfin, en marge des publications de la CCAN, les indicateurs du commerce extérieur agroalimentaire restent très positifs en 2013 avec un excédent de 8,5 milliards d'€ cumulé de janvier à septembre 2013.

Ce n'est pas le moindre des paradoxes de constater la variabilité des revenus des chefs d'exploitation et une certaine constance des performances macroéconomiques de l'agriculture française.

Méthodologie :

Les comptes du SSP portent sur les grandes et moyennes exploitations dont le chiffre d'affaires structurel (hors variations conjoncturelles) est supérieur à 25 000 € annuels. L'indicateur de revenu SSP est le Revenu Courant Avant Impôts (RCAI : Production + Subventions - Consommations Intermédiaires - Fermage - Charges Financières - Charges salariales - Amortissements) par Actif Non Salarié et les cotisations sociales des exploitants ne sont pas prises en compte. Cet indicateur est présenté en valeur sur la période 2000 - 2013.

Les comptes de l'INSEE agrègent les résultats de toutes les unités économiques qui produisent un bien ou un service agricole : c'est-à-dire toutes les exploitations (y compris les petites), les Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA), les Entreprises de Travaux Agricoles (ETA) et les lycées agricoles. L'indicateur de revenu de ces comptes est le Revenu Net d'Entreprise Agricole par Actif Non Salarié. Il correspond au RCAI/UTANS du SSP, mais il n'est calculé qu'en indice et sur longue période (1959 - 2013).

Assemblée Permanente des Chambres d'agriculture

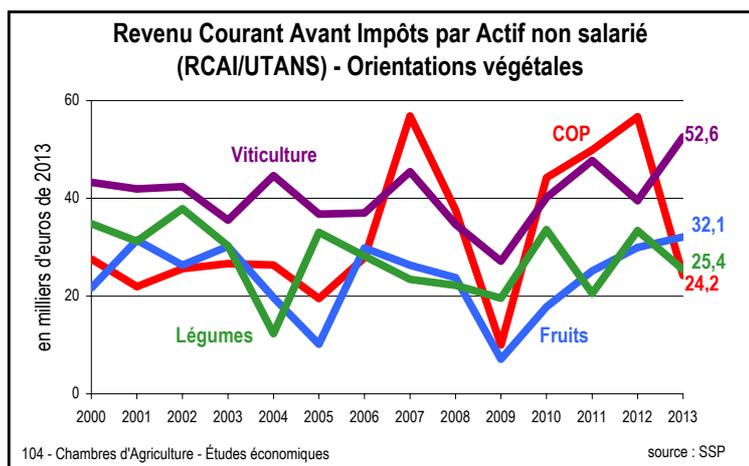
9 avenue George V
75008 Paris
Tél : 01 53 57 10 10
Fax : 01 53 57 10 05
Email : accueil@apca.chambagri.fr
REPUBLIQUE FRANÇAISE
Etablissement public
Siret 180070047 00014
www.chambres-agriculture.fr

Avec la participation financière du CasDAR



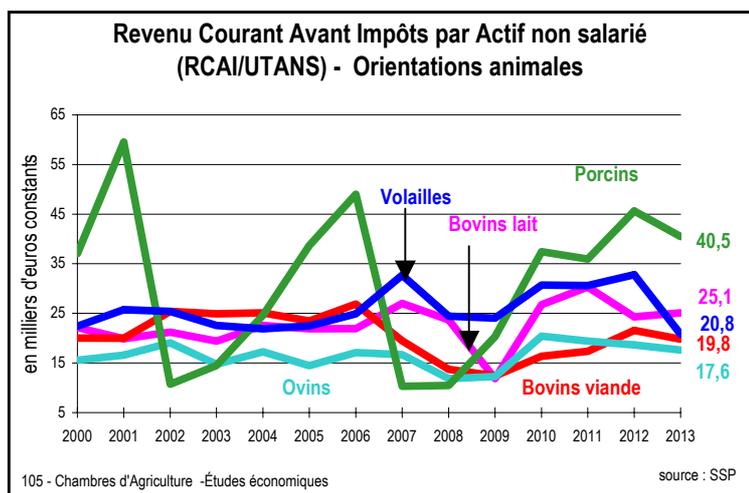
Avec la contribution financière
du compte d'affectation spéciale
«développement agricole et rural»

Orientations végétales : des variations de revenu très heurtées



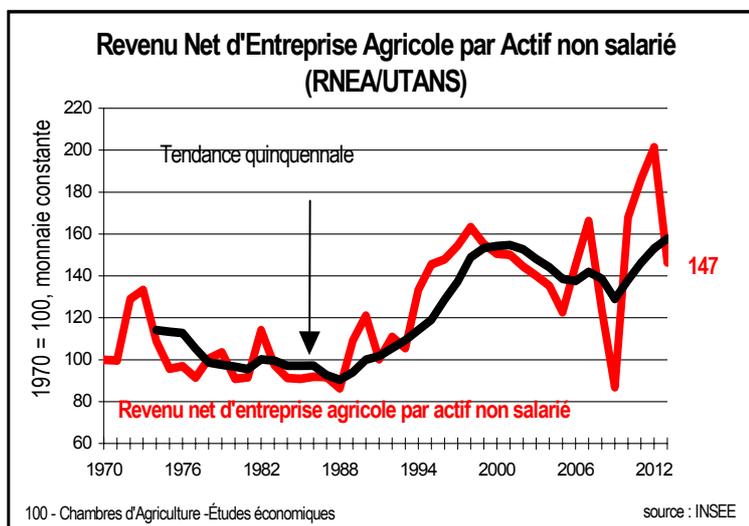
L'année 2013 est marquée par des variations de revenu de fortes amplitudes pour toutes les orientations de production. Le secteur des COP est emblématique de cette nouvelle économie agricole désormais régie par l'instabilité. Mais ce n'est pas la seule car on peut calculer qu'entre 2009 et 2013, le revenu de l'arboriculture est passé du simple au triple. Pour la viticulture, on soulignera que les prévisions faites en décembre par le Ministère de l'Agriculture sont très fragiles car si les volumes de la vendange sont connus, il est difficile de faire des prévisions du prix de campagne en décembre.

Orientations animales : élevages de bovins pour la viande et ovins-caprins dégagent des revenus inférieurs à la moyenne



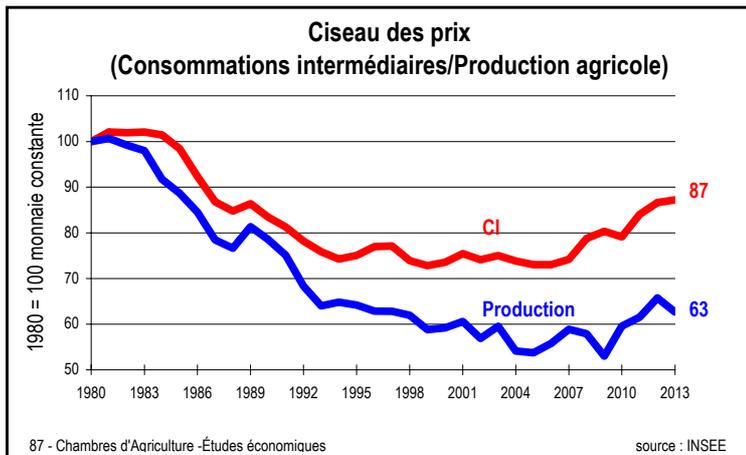
Dans l'élevage de bovins pour la viande, de même que dans l'élevage d'ovins et de caprins, les variations annuelles de revenu semblent modérées par rapport à ce qu'on observe dans les autres secteurs. Cependant, ce sont des secteurs de production dont les niveaux de revenu sont structurellement inférieurs à la moyenne nationale (24 900 € en 2013). L'élevage de granivores connaît une baisse de revenu forte en 2013, en particulier pour la volaille en raison de la dégradation du marché des œufs.

Une économie de la branche agricole particulièrement instable depuis plus de dix ans



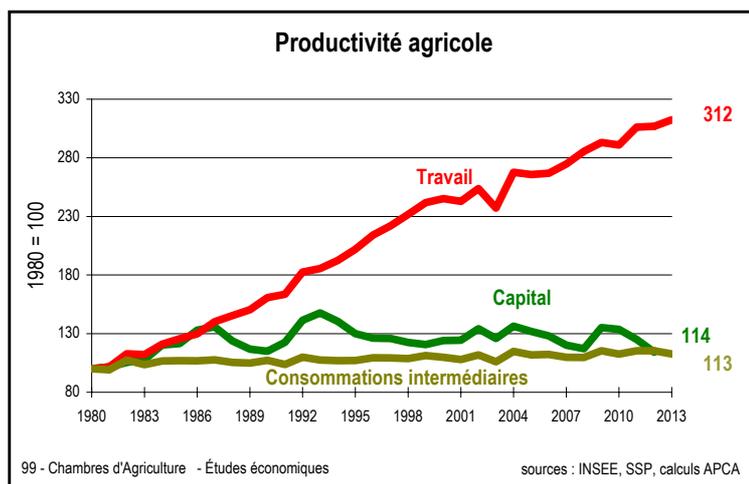
L'INSEE calcule des indicateurs de revenu pour l'ensemble de la branche agricole. Cet indicateur couvre une période plus large que ceux du Ministère de l'Agriculture. On voit alors que le revenu de la branche agricole connaît des évolutions très heurtées depuis plus de dix ans, ce qui constitue une rupture par rapport à la période 1992-2005 (cycles de hausse et de baisse de revenu étalés sur plusieurs années) et surtout la période 1980 - 1991 (stabilité de moyen terme).

Ciseaux de prix (CI / Production) : dégradation à la défaveur des producteurs agricoles



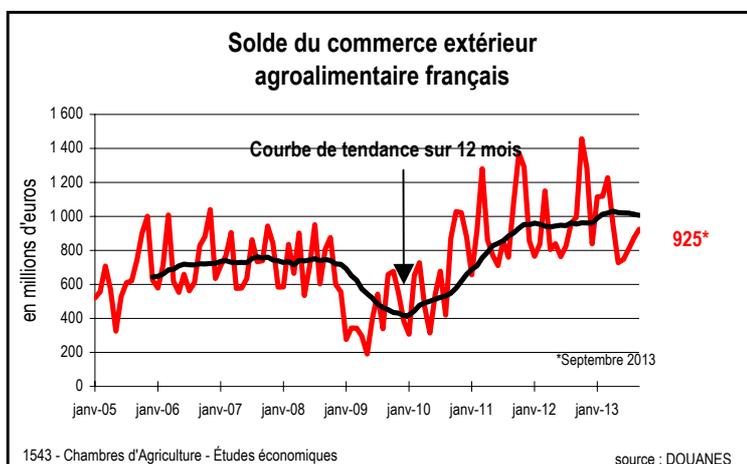
Les prix agricoles connaissent une baisse structurelle depuis le début des années 1970. A partir du milieu des années 2000, on peut constater, certes, des variations inter-annuelles particulièrement fortes mais aussi un ralentissement de la baisse des prix sur moyen terme. Mais cette inflexion est contrecarrée par une croissance forte du prix des consommations intermédiaires sur la période sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie, des engrais et de l'alimentation animale.

Croissance structurelle de la productivité agricole



En 2013, l'indice de la productivité du travail atteint la valeur de 312, en base 1980 = 100. Cela veut dire qu'en 2013, un agriculteur produit les volumes que produisaient trois agriculteurs en 1980. Peu de secteurs d'activité connaissent une croissance de la productivité aussi forte. On notera le repli conjoncturel de la productivité du capital (fort investissement ces dernières années quand les revenus étaient au plus haut) et des consommations intermédiaires (reconstitution des stocks d'intrants).

Commerce extérieur agroalimentaire : un excédent structurel



Lorsque les comptes de l'agriculture sont publiés, il est légitime de porter l'attention sur les indicateurs de revenu. Mais il ne faudrait pas occulter les autres dimensions économiques de l'agriculture, en particulier dans le domaine du commerce extérieur. En effet, alors que l'économie française est peu performante sur les marchés européens et mondiaux, l'agriculture dégage structurellement un excédent du commerce extérieur. Au mois de septembre 2013 (dernier mois connu), l'agriculture avait réalisé un excédent de 925 millions d'€. De janvier 2013 à septembre 2013, le cumul s'élève à 8,5 milliards d'€ contre 7,9 milliards d'€ en 2012 sur la même période. Au vu de ces chiffres, il est probable que l'année 2013 se solde par un excédent supérieur à celui de 2012 (11,2 milliards d'€).

L'agriculture française sous le signe de la mondialisation

Le tableau ci-dessous reprend les principaux agrégats du compte national de l'agriculture produit par l'INSEE. Il peut s'interpréter comme le compte de résultat de la ferme "France". Le compte de 2013 est l'illustration de l'insertion de l'agriculture française dans les marchés mondiaux. En effet, l'évolution de nombreux postes de production ou de charges s'explique par des faits qui se sont produits sur les marchés européens ou mondiaux :

- le prix des céréales recule de 22,7 % en 2013. La récolte française a été moins abondante qu'en 2012 mais elle a rencontré une production abondante sur les marchés mondiaux venue du Canada, des États-Unis, de l'Ukraine et même de l'Inde. Ce fort volume d'offre a conduit à une baisse des prix sur les marchés mondiaux et le marché national. Pour les graines oléagineuses, c'est la même mécanique qui a opéré : récolte nationale en recul, mais offre mondiale abondante et in fine, baisse des prix sur les marchés mondiaux et nationaux.

- la production ovine française est structurellement concurrencée sur le marché national par les importations à bas prix de pays comme l'Irlande, le Royaume-Uni ou la Nouvelle Zélande. Mais en 2013, leur production est en recul, de même que leurs exportations sur le marché français. Cela conduit à une appréciation notable des prix de la viande ovine (+7% en 2013).

Le marché mondial des matières premières imprime sa marque sur le prix des intrants, notamment le marché mondial des produits pétroliers. Après une décennie de hausse (sauf au moment de la crise de 2009), le prix du pétrole sur le marché mondial a entamé une décrue à partir de 2012 qui est visible dans la baisse du prix du poste de l'énergie du compte national et un ralentissement de celui des engrais. Cependant, le marché domestique reste le débouché principal de la production agricole française. La crise que rencontrent les industries agroalimentaires nationales, de même que la stagnation de la consommation alimentaire des ménages expliquent une partie des difficultés auxquelles doivent faire face de nombreux secteurs activités agricoles.

	Evolution 2013/2012 en %			Valeur en millions d'euros
	Volume	Prix	Valeur	
Productions agricoles				
Céréales	-1	-22,7	-23,4	11 766
dont blé tendre	3	-22	-19,7	6 474
maïs	1	-25	-24,3	2 665
Plantes industrielles	-11,1	-14,5	-24	3 975
dont oléagineux	-14	-20	-31,2	2 477
betteraves	-3	-3	-5,9	899
Plantes fourragères	0	1,2	1,2	5 545
Production maraîch. horticol	-2,8	1	-1,9	5 512
dont légumes	-5	1	-4	3 061
plantes, fleurs	0	1	1	2 451
Pommes de terre	7	-12	-5,8	1 840
Fruits	5	6	11,3	3 339
Vins d'appellation d'origine	3,1	5,2	8,5	8 212
Autres vins	-16,6	5,1	-12,4	2 107
Total production végétale	-0,6	-7,8	-8,4	42 298
Bétail	-1,3	4,4	3,1	12 140
dont gros bovins	-1	6	4,9	6 576
veaux	-2	2	0	1 375
porcins	-1	2	1	3 456
ovins, caprins	-4	7	-3,4	698
Production avicole	5,5	-6,3	-1,1	5 104
dont volailles	0	5	5	3 766
Autre production animale	-0,2	6,9	6,6	10 011
dont lait	0	7	7	9 314
Total production animale	0,4	3,1	3,5	27 255
Activités de services	0	2	2	4 179
Aides liées aux produits	-5,3	-3	-5,3	1 095
Total hors subventions	-0,2	-3,5	-3,8	73 732
Total avec subventions	-0,3	-3,4	-3,7	74 827
Consommations intermédiaires				
Consommations intermédiaires (hors TVA)	0,7	1,9	2,6	47 006
Aliments bétail intraconsommés	2	0	2	7 123
Aliments produits des IAA	-1,5	6	4,4	9 213
Engrais	7	1	8,1	4 469
Phytoprotecteurs	1	0,5	1,5	3 012
Semences et plants	1	3,5	4,5	2 654
Valeur Ajoutée Brute (1)	-6,9	13,8	-12,7	27 821

Charges et subventions		
	Evolution 2013/2012 en % Indice de valeur	Valeur en millions d'euros
Amortissements (2)	3,2	11 599
Autres charges		
Salaires (3)	2,2	6 054
Cotisations sociales (4)	2,2	1 292
Impôts fonciers (5)	1,8	1 003
Intérêts (6)	-15,9	818
Charges locatives (7)	3,5	2 525
Autres impôts (8)	3,5	607
Autres ressources		
Subv. d'expl dt DPU (9)	-3,1	8 182

Résultats et revenus	
Résultat agricole net	22 794
Valeur en millions d'euros courants (13) = (1) + (9) - (2) - (5) - (8)	
Résultat agricole par actif 2013/2012	-17,10%
Taux de variation en termes réels - (14) = (13) / (10) / (11)	
Revenu d'entreprise agricole global	12 104
Valeur en millions d'euros courants (15) = (13) - (3) - (4) - (6) - (7)	
Revenu d'entreprise agricole par actif non salarié 2013/2012	-26,40%
Taux de variation en termes réels - (16) = (15) / (10) / (12)	

Prix du PIB (10)	1,2%
Nombre d'actifs agricoles (11)	-2 %
Nombre d'actifs non salariés (12)	-2,7 %

Graphiques en ligne

Les graphiques présentés dans ce document peuvent être téléchargés depuis le site des Chambres d'agriculture : <http://www.chambres-agriculture.fr/thematiques/economie/chiffres-cles/>